

alternatives

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

La maison brûle

Comme une charge électrique qui vous traverserait le cerveau.

Un sondage indique, pour la première fois, que l'extrême droite xénophobe (pour ne pas dire raciste) allemande dépasserait le Parti social-démocrate (SPD).

Imaginons qu'il y a dix ans un observateur ait évoqué cette éventualité : il aurait aussitôt été renvoyé à ses délires et décrédibilisé.

Or, le délire d'hier est devenu la normalité d'aujourd'hui.

Mais c'est l'Allemagne dira-t-on. Dans les cerveaux électrocutés surgit donc, violemment et spontanément, comme le spectre d'une redondance. D'une réédition. Généralisée à vrai dire : l'Autriche qui renoue avec ses démons ; l'Italie qui se réinscrit dans le sillage d'un passé mussolinien ; la Hongrie qui retrouve les accents qui étaient les siens du temps de la dictature de l'amiral Horthy ; la Pologne qui s'abandonne à une réminiscence de son national-catholicisme des années 30.

L'auteur de ces lignes ayant, dans plusieurs ouvrages, développé la théorie selon laquelle l'évolution sociale surfait sur une tendance à la recomposition des invariances, pourrait trouver ici matière à la conforter.

Mais voilà qu'on a voté en Suède, temple du socialisme démocratique et du libéralisme progressiste. Pays épargné, même avant guerre, par toute tentation fascisante et que, là aussi (comme en Suisse, ce à quoi on n'a pas donné suffisamment d'importance), l'extrême droite atteint des sommets et menace de bousculer la social-démocratie.

Même la Tchéquie, cette Bohême, véritable môle de démocratie au sein de l'Europe centrale jusqu'à ce que nous la livrions à Hitler, commence à baisser les bras.

A quelle source ce torrent extrême-droitier puise-t-il ? La gauche a longtemps voulu se voiler la face, mais les chiffres sont là : en Suède, la social-démocratie est passée de 44 % des suffrages obtenus en 1985 à 28,4 % aujourd'hui. L'extrême droite, elle, est créditée de 17,6 %. C'est donc bien un électorat populaire social-démocrate qui s'est reporté sur elle. Comme en Autriche. Comme en Allemagne. Comme en Hongrie et en Pologne où la social-démocratie, hier au pouvoir, a quasiment disparu.

Pourquoi ? Si la gauche s'est longtemps interdit de se poser la question

c'est que la réponse, dérangeante, est trop évidente : parce que ceux que l'on qualifie maladroitement de « populistes » développent un discours qui parle, en effet, à la fraction du peuple qui votait jusqu'ici à gauche, mais que la gauche ne tient plus.

Un précédent est à cet égard emblématique et exemplaire.

Naturellement la gauche libertaire pousse les hauts cris. Mais le principe de réalité joue désormais contre elle

Dans les années 70-80, le Parti communiste français attirait environ 20 % des suffrages exprimés et plus de 40 % des votes ouvriers. C'était l'époque où il n'hésitait pas à lancer une campagne de dénonciation des trafiquants de drogue et des dealers qui pourrissaient les banlieues tout en stigmatisant la façon dont la France bourgeoise se défaussait systématiquement des populations immigrées pour en surcharger les quartiers populaires. Il faisait volontiers sien, à l'époque, la thèse marxiste selon laquelle le capitalisme instrumentalise les flux migratoires pour se constituer une armée de réserve permettant de peser sur les salaires et de contourner les acquis sociaux.

Ce qui lui valait les foudres de la gauche libérale-démocrate (« petite bourgeoise » comme on disait) et de sa presse qui le clouait au pilori. Si bien qu'il finit par craquer. Peu à peu il se boïsa et se convertit à un libéralisme progressiste bon teint. Jusqu'à militer en faveur de la régulation automatique de tous les sans-papiers, c'est-à-dire de tous les clandestins.

Résultat : aujourd'hui il est tombé à 2 % et son électorat le plus populaire est massivement passé au Front national qui obtient ses meilleurs scores dans les anciens fiefs rouges, en particulier dans le Pas-de-Calais, la Somme ou les Bouches-du-Rhône.

C'est à ce même type de transfert, mais aux dépens de la social-démocratie, qu'on assiste aujourd'hui, fût-ce à un degré moindre, en Allemagne, en Suède ou en Autriche.

Jusqu'à présent la gauche européenne refusait de regarder cette réalité en face.

Or, l'ampleur, la gravité, la dangerosité du phénomène sont en train de provoquer en leur sein des débuts de muta-

tion historiques.

Ainsi en Allemagne où l'une des dirigeantes de Die Linke vient de lancer un mouvement qui, tout en se situant dans la mouvance de la gauche radicale, se

prononce en faveur d'une régulation drastique des flux migratoires accusés de grossir les rangs de l'extrême droite et de servir les pratiques néo-esclavagistes du grand capital.

Ainsi également en France où Jean-Luc Mélenchon, qui estime que le concept « gauche » ne recouvre plus rien, reprend à son compte la critique marxiste de l'« immigrationnisme » que défendaient les communistes dans les années 70 : l'afflux de migrants, qui pèse sur le marché de l'emploi, serait une arme entre les mains du grand patronat.

L'ampleur, la gravité, la dangerosité du phénomène sont en train de provoquer des débuts de mutation historiques

Naturellement la gauche libertaire qui, en France, domine les médias progressistes, pousse les hauts cris (« dérive nationale-populiste ! »). Mais le principe de réalité joue désormais contre elle. Quand la maison brûle, faut-il refuser d'utiliser une eau qui pourrait l'éteindre, fût-elle quelque peu polluée ?

Qu'est-il préférable, aux yeux d'un croyant, rester strictement puritain sous l'oppression totalitaire ou s'en prémunir en frôlant le libertinage ?

Surtout une question ne saurait être éludée : que signifie être « de gauche » quand le peuple massivement vous rejette et que vous n'avez plus d'assise que chez les plus éduqués, mais aussi les mieux lotis ?

On voit bien le danger cependant. Car aborder de front, trop tard, des questions qu'on a si longtemps éludées, risque de concéder à l'extrême droite le privilège de l'antériorité, donc de la lucidité.

Cette « correction » ou ce « rétablissement » ne seront salvateurs que si parallèlement on se livre à une critique implacable de l'éternelle esroquerie néofasciste qui consiste, hier comme aujourd'hui, grâce à une rhétorique nationale-démagogique, à emballer le peuple pour le livrer tout cru et tout emballé au cannibalisme des dominants. ■